

LesEchos.fr

Pour en finir avec l'« EPR bashing »

PHILIPPE KNOCHE / DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AREVA | LE 30/04 À 06:00, MIS À JOUR À 11:21



Le chantier du réacteur EPR d'Olkiluoto (Finlande). - Areva

N'en déplaise aux Cassandre, et malgré les difficultés des chantiers français et finlandais, l'EPR reste un programme industriel d'avenir, qui associe sécurité et puissance élevée.

Ce serait donc la fin de l'EPR. Depuis une quinzaine de jours, la prophétie est formulée à l'envi dans les médias par certains observateurs, heureux du même coup de jeter l'opprobre sur le nucléaire français. Se saisissant de questions de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'EPR de Flamanville 3, ces Cassandre en annoncent la mort prématurée.

Je souhaiterais leur dire ma conviction du contraire.

Quatre EPR sont en cours de construction dans le monde. Les difficultés des projets finlandais et français sont connues et assumées. En rendant publique une concentration en carbone trop élevée sur des pièces tests du fond et du couvercle de cuve de Flamanville 3, l'ASN, EDF et Areva ont rendu compte d'un point technique d'examen important, en transparence complète.

Pas de malfaçon

Y a-t-il eu malfaçon ou compromission avec la sûreté sur l'EPR de Flamanville ? Jamais. C'est au contraire la vertu et l'exigence du nucléaire français et de son autorité de contrôle, l'ASN, que d'exposer au grand public leurs dialogues techniques. N'en blâmons pas les acteurs, reconnaissons au contraire cette transparence.

Le couvercle et le fond de cuve ont été forgés il y a plus de cinq ans, en application de la réglementation de l'époque. Cette réglementation évoluant, les ingénieurs et les techniciens travaillent désormais à un programme d'essais complémentaires pour démontrer la conformité des équipements aux nouvelles exigences et apporter les justifications nécessaires. Accordons-leur de travailler en confiance et sérénité. Aucun d'entre eux n'accepterait la moindre entorse à la sûreté nucléaire, qui est par ailleurs garantie par l'indépendance de l'Autorité de sûreté.

Car peu d'activités sont aussi scrupuleusement surveillées que celles de la fabrication d'une cuve de réacteur. Les pratiques et la culture qualité doivent sans cesse s'améliorer dans les usines de production du Creusot et de Chalon-Saint-Marcel, comme dans tout le groupe Areva, qui a pris l'initiative de confier à des **experts indépendants** une revue de ses activités de forge et d'usinage.

Faut-il pour autant remettre en cause l'expertise et l'expérience des salariés de Saône-et-Loire, haut lieu de la métallurgie et berceau du nucléaire français ? En quarante ans, des générations d'hommes et de femmes y ont construit un savoir-faire et une maîtrise industrielle reconnus dans le monde entier, source d'indépendance nationale et de succès à l'export.

Des options toujours valides

Ces fabricants de chaudière nucléaire, comme l'ensemble des équipes d'ingénierie d'Areva et d'EDF, sont prêts à relever les nouveaux défis de l'EPR. Défis d'industrialisation et de compétitivité sur lesquels les entreprises ont déjà commencé à œuvrer au travers de leur programme commun « EPR NM » (nouveau modèle). D'ores et déjà, nos équipes s'appêtent à donner le meilleur d'elles-mêmes et de leur expérience pour le projet britannique d'Hinkley Point. Et c'est au terme d'une série d'EPR optimisés que l'on jugera de toute la pertinence de cette technologie.

Car au-delà de ses premières difficultés, je crois en la validité des options qui l'ont fondée. Celle d'une sûreté renforcée, examinée aujourd'hui par quatre des plus strictes autorités de régulation mondiales, légitimée au regard des accidents de Tchernobyl et de Fukushima. Celle d'une puissance élevée (à l'intérieur d'une gamme de réacteurs), pour les pays très consommateurs d'électricité et dotés d'un réseau électrique mature, comme en Europe ou en Chine – où les deux projets EPR continuent de progresser en bénéficiant du retour d'expérience des premières unités.

A l'heure où s'engagent les discussions sur la COP21 et où de nombreux pays se préparent à construire de nouvelles capacités nucléaires, la France peut-elle se priver de cet atout technologique ? Jetterons-nous le même regard sur les EPR quand, dans quelques années, ils produiront une électricité à coût stable, en toute sûreté et sans CO² ?

Pour toutes ces raisons, et comme tous ceux qui participent à ce grand programme industriel français, je tiens à dire que l'EPR est bien vivant... et non à l'EPR-bashing ! ●